

Reportage photo - 10 au 21 mai

## Des actions partout au Canada et dans le monde exigent que cessent la Nakba et le génocide



Montréal, marche pour la Journée de la Nakba, 15 mai

### CANADA

#### Région de la capitale nationale

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées le 15 mai au campement des étudiants devant le pavillon Tabaret à l'Université d'Ottawa pour le 76e anniversaire de la Nakba, qui se poursuit sous forme d'occupation, d'apartheid et de nettoyage ethnique du peuple palestinien. Un drapeau palestinien flottait au-dessus de la tribune improvisée et sur de grandes pancartes était écrit le nom des enfants tués par les forces sionistes.

Plusieurs personnes ont parlé de leur expérience personnelle de la Nakba, ou de celle de leurs parents ou grands-parents. Il a été souligné que la commémoration de la Nakba cette année n'est pas comme les précédentes puisqu'elle a lieu après plus de sept mois du génocide en cours. L'esprit prédominant était que les Palestiniens refusent de capituler, que le retour est inévitable et que la détermination à libérer la Palestine ne fait que grandir à chaque jour.

Une femme a décrit la fuite de son grand-père vers le Canada avec sa famille à cause de la Nakba. « La Nakba continue, mais nous aussi nous continuons. Par milliers et par millions, nous portons la

douleur de la Nakba et la colère envers le siège brutal de Gaza par le régime sioniste et le génocide des Palestiniens et nous continuerons de lutter pour une Palestine libre, jusqu'au jour où ce ne sera plus une aspiration, ce sera une réalité. »

Une jeune femme a dénoncé l'hypocrisie des pays alliés aux États-Unis et son bellicisme qui continuent de parler de démocratie, de droits humains et de droit international alors que les États-Unis et d'autres pays financent et fournissent des armes à Israël sioniste qui lui permet de commettre ces massacres à Gaza. « Les gouvernements occidentaux sont non seulement complices, ils sont des participants actifs, a-t-elle dit. Hier seulement, le Canada a reconnu le 'Jour de l'indépendance' d'Israël, une journée qui a été célébrée aux dépens de notre peuple. Le Canada feint de ne pas voir toutes les violations des droits humains commises par le régime sioniste. Cette complicité est aussi partagée par des organisations et des institutions, telles que cette université qui finance la machine de guerre. »



Les gens ont ensuite marché audacieusement dans les rues du centre-ville d'Ottawa, dans le quartier commercial de la rue Rideau, devant le bureau du premier ministre et sur l'avenue Laurier où, le jour avant, la Ville d'Ottawa avait honteusement hissé le drapeau sioniste génocidaire.



**Jour de la Nakba, 15 mai**

Le 15 mai également, les étudiants ont tenu une conférence de presse au campement de l'Université d'Ottawa pour informer de la réponse de l'université à leurs demandes et pour souligner la 76e commémoration de la Nakba. Des représentants des étudiants et du personnel enseignant ont pris la parole.

Layan Ibrahim de l'Association des étudiants palestiniens d'Ottawa a dit que la Nakba en cours n'est pas une métaphore ni un moment figé dans l'histoire, mais l'affirmation d'une réalité existante. La Nakba, a-t-elle dit, est plus qu'une journée de deuil pour une injustice qui a eu lieu dans le passé, c'est une journée de renouvellement de la lutte pour une Palestine libre. Elle a dénoncé l'hypocrisie de l'université, qui prêche la démocratie, les droits humains et le droit international tout en investissant dans des compagnies qui profitent des crimes de guerre commis par Israël.



Bessan Jasser de Étudiants pour la justice en Palestine a exprimé sa solidarité avec les étudiants de l'Université d'Ottawa et leur demande que l'université divulgue et désinvestisse. Il a dénoncé les administrations des universités canadiennes et du monde qui ont recours à la violence policière plutôt que d'écouter leurs étudiants et de mettre fin à leur complicité et a rappelé aux gens présents qu'Israël a détruit les 13 universités de Gaza dans le but de détruire l'avenir de la Palestine.

Susanne Spronk, ancienne présidente de l'Association des professeurs de l'Université d'Ottawa (APUO), a exprimé son appui inconditionnel au droit des étudiants et au personnel de protester sur le campus et aux appels des étudiants à la transparence et au désinvestissement des compagnies qui sont complices de violations de droits humains. Elle a dit que l'APUO appelle l'administration de l'université à respecter le campement en tant que forme de protestation légitime et pacifique et de participer de bonne foi à un dialogue transparent et significatif avec les étudiants.

Nir Hagigi, présidente de Voix juives indépendantes à l'Université Carleton, a dit que son organisation est solidaire des revendications des étudiants de l'Université d'Ottawa de mettre fin à la complicité de l'institution avec le génocide.

Sumayya Kherieddine, présidente d'INSAF-Ottawa, a rapporté qu'après seize jours d'occupation de la pelouse du pavillon Tabaret, les étudiants ont pu rencontrer le directeur des investissements de l'université pour discuter de leurs revendications. À la réunion, l'administration a rappelé ses lignes directrices en matière d'investissement responsable ainsi que son engagement envers la neutralité. L'administration laisse ainsi entendre que les revendications des étudiants sont déraisonnables et difficiles à mettre en oeuvre en dépit du fait que l'université s'est déjà engagée à désinvestir des combustibles fossiles. Les étudiants ont insisté et obtenu de l'université qu'elle publierait dans son intégralité la liste des investissements le 17 mai.

Elle a terminé en disant : « Il est important pour nous que vous continuiez à venir appuyer les étudiants alors qu'ils mènent leurs négociations avec l'administration de l'université. Notre pouvoir est dans les nombres. Notre pouvoir est d'être ensemble jusqu'à la libération et le retour. »



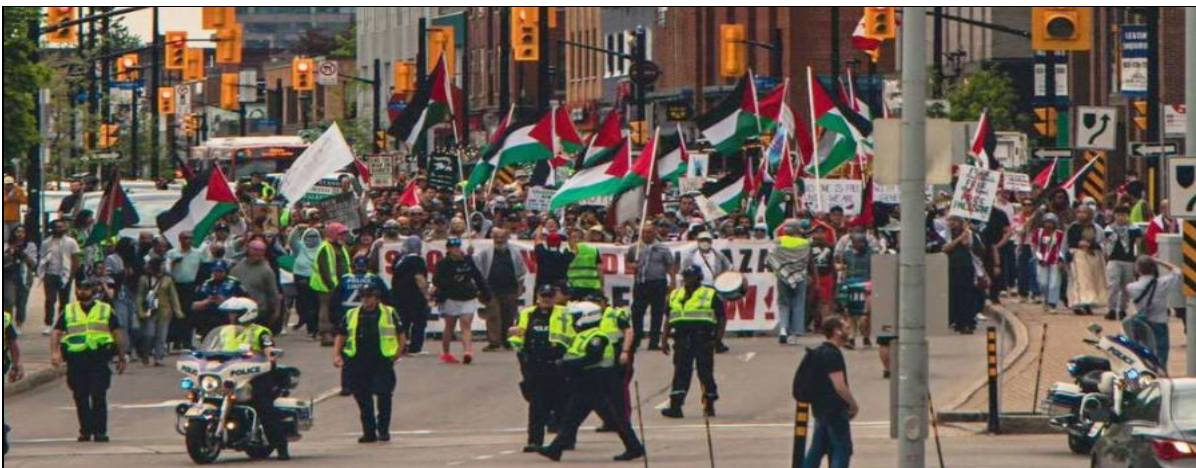
**Conférence de presse des étudiants d'Ottawa, le 15 mai**

Le 18 mai, des centaines de personnes se sont rassemblés au Monument des droits de la personne pour la manifestation « Pas de répit jusqu'à la libération ».

Avant la marche, alors que les gens arrivaient et discutaient et que des slogans contre le génocide du peuple palestinien étaient scandés, un orateur a souligné : « Nous sommes ici depuis plus de sept mois et demi, et lorsqu'on me demande pourquoi nous n'arrêterons pas, je réponds que nous voulons être du bon côté de l'histoire. Le gouvernement parle toujours des deux côtés, et il a raison. Il y a deux côtés. Il y a celui de l'opresseur et celui de l'opprimé. Celui des colonisateurs et celui des colonisés. Et celui-ci est le côté auquel je veux me ranger. » Il a ensuite dénoncé les déclarations de politiciens locaux à l'effet que les gens qui appuient la Palestine et qui exigent que

fin soit mise au génocide seraient payés pour contester. « De telles accusations sont honteuses et c'est dégoûtant de voir que nos politiciens, nos soi-disant dirigeants, disent de telles choses à la télé au moment même où ils hissent le drapeau d'un État génocidaire. »

Il a appelé le peuple à appuyer le campement des étudiants à l'Université d'Ottawa en y passant du temps au cours de la semaine. Les participants ont marché sur Laurier jusqu'au campus de l'université, traversant le campus même, exprimant leur appui au campement des étudiants et appelant l'université à arrêter de menacer les étudiants, à répondre à leurs revendications, scandant entre autres slogans : « *Divulgez, désinvestissez ! Nous n'arrêterons pas, nous ne nous reposerons pas !* »







La manifestation sur le campus (photo du haut), le 18 mai

## Nouvelle-Écosse

### Halifax

Le 12 mai, des étudiants de l'Université Dalhousie, de l'Université Saint Mary's, de l'Université King's College, de l'Université Mount Saint Vincent et le Nova Scotia College of Art and Design (collège d'art et de design de Nouvelle-Écosse) ont installé un campement dans le Studley Quad de l'Université Dalhousie. Ces étudiants ont formé le collectif « Les étudiants pour la libération de la Palestine Kjipuktuk (SLPK) » pour demander à leurs universités de divulguer et de se désinvestir de tous les projets coloniaux de peuplement, notamment de l'État sioniste d'Israël.

Les étudiants sont solidaires de la lutte palestinienne et reconnaissent que cette lutte est liée à celle des peuples autochtones de l'île de la Tortue. Ils sont solidaires des étudiants de Palestine, reconnaissant l'horreur qu'il n'y a plus d'université en Palestine. Ils reconnaissent que les universités et les collèges sont des lieux d'enseignement supérieur et de progrès de l'humanité, et que s'engager dans un génocide, c'est participer à la forme la plus basse de pensée humaine et tenter de faire régresser l'humanité.

Plus de 20 professeurs et membres du personnel ont marché jusqu'au campement pour montrer au monde qu'ils sont aux côtés de leurs étudiants et qu'ils s'opposent eux aussi au génocide en Palestine et à la contribution des universités au financement d'Israël. Le 16 mai, plus de 250 personnes présentes à l'assemblée générale annuelle de l'Association du personnel académique de l'Université Dalhousie (DFA) ont adopté deux motions. La première condamne l'antisémitisme, le racisme anti-palestinien et la violence contre les civils, y compris les attaques israéliennes contre les hôpitaux, les universités, les sites du patrimoine, les écoles et les maisons d'édition palestiniens, et demande un cessez-le-feu immédiat et permanent.

La deuxième motion demande à l'université de mettre fin à tous les partenariats avec les institutions académiques israéliennes et de boycotter et désinvestir de toutes les entreprises israéliennes.

La troisième motion, qui n'a pas été discutée ni votée par manque de temps, demandait à Dalhousie de soutenir les étudiants palestiniens :

1) en offrant des bourses aux étudiants palestiniens pour qu'ils puissent poursuivre leurs études à Dalhousie;

2) en offrant une aide financière aux étudiants palestiniens, et

3) en soutenant l'enseignement palestinien en proposant des cours virtuels, des échanges, le partage de bibliothèques, etc.

Plusieurs membres de la DFA ont partagé leur point de vue selon lequel cette motion aurait aussi été adoptée. De nombreux membres de la communauté viennent au campement pour soutenir les étudiants et participer à des discussions, des programmes et des échanges culturels. Lors de l'ouverture du campement, les étudiants ont baptisé la zone libérée de l'université Dalhousie Al Zeitoun. Al Zeitoun est le mot arabe qui signifie olive.

En mars, le conseil de l'Association des étudiants de Dalhousie a adopté une motion soumise par la Dalhousie Palestinian Society et soutenue par plus de 22 associations et organisations étudiantes, afin de faire pression sur l'université de Dalhousie pour qu'elle se désengage de tous les investissements et relations avec Israël. Les revendications sont les suivantes :

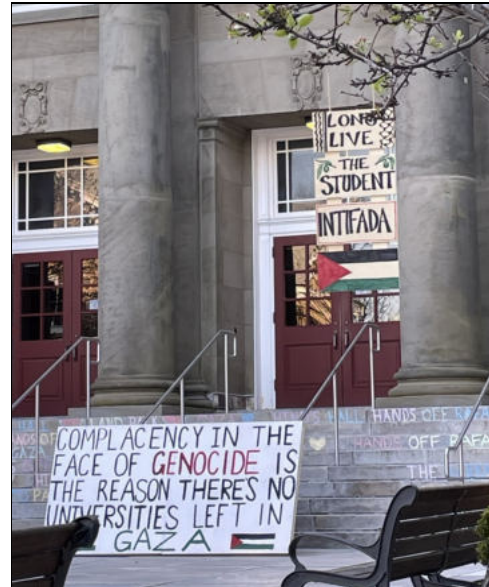
1) Être solidaires de la Dalhousie Palestinian Society et des organisations étudiants pour exiger que l'Université Dalhousie rompe immédiatement ses liens avec les entreprises, institutions ou individus complices du génocide, du colonialisme de peuplement, de l'apartheid ou du nettoyage ethnique en Palestine, et qu'elle se désengage de ces liens; être solidaires de la Dalhousie Palestinian Society et des organisations étudiantes pour exiger que l'Université Dalhousie condamne immédiatement et publiquement la campagne génocidaire et le siège de Gaza et fournisse un soutien légitime aux étudiants palestiniens, arabes et musulmans; faire immédiatement une déclaration publique condamnant le génocide en cours et réaffirmant sa solidarité avec les étudiants palestiniens, arabes et musulmans.

Les associations et organisations étudiantes ont également dressé une liste d'entreprises dans lesquelles Dalhousie investit et qui sont complices du génocide du peuple palestinien, dont Oshkosh Corp., ICL-Israel Chemicals Ltd., Mercury Systems Inc., Boeing Co., Leonardo DRS Inc., AIMCo Realty Investors LP, BCI QuadReal Realty et BCIMC Realty Corp., Woodward Inc., la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse et la Banque Toronto-Dominion.

La motion souligne que l'université n'a pas reconnu l'oppression et l'occupation qui durent depuis des décennies et qui sont la cause sous-jacente de la campagne génocidaire actuelle et de toute la violence en Palestine, et qu'elle continue d'investir et de collaborer avec des entreprises, des institutions et des donateurs complices des crimes commis par Israël contre le peuple palestinien. Elle donne l'exemple de la collaboration de Dalhousie avec l'université de Tel-Aviv dans le cadre d'un programme d'échange. Les voyages sont payés par deux membres d'un lobby pro-Israélien et les étudiants sont censés revenir et promouvoir le programme et Israël auprès des autres étudiants. Cette motion a été adoptée, mais aucune mesure n'a été prise par l'université. Les étudiants peuvent demander et exiger, mais en fin de compte, ils doivent prendre leurs propres positions et se battre pour les défendre. Les étudiants prennent la responsabilité de leur avenir et disent « Qui décide ? Les étudiants ! »







## Québec

## Montréal

Le 10 mai, la Coalition du Québec URGENCE Palestine a organisé une conférence de presse internationale pour exiger que le Canada demande des comptes à Israël pour son génocide à Gaza. Francesca Albanese, rapporteure spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens, a participé à cette conférence par liaison vidéo pour discuter des conclusions de son dernier rapport au Comité des droits de l'homme des Nations Unies, *Anatomie d'un génocide*, dans lequel elle déclare que « la nature et l'ampleur accablantes de l'assaut d'Israël sur Gaza et les conditions de vie destructrices qu'il a infligées révèlent une intention de détruire physiquement les Palestiniens en tant que groupe ». Elle a déclaré qu'Israël violait au moins trois éléments de la *Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide*, que le gouvernement israélien a ratifiée. Elle a déclaré qu'il existe des motifs plausibles de croire que le seuil [du génocide] a été atteint, citant la commission des actes suivants contre les Palestiniens de Gaza : tuer des membres du groupe; causer de graves lésions corporelles ou mentales à des membres du groupe; infliger délibérément aux membres du groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle.

Joël Bedda, d'Al-Haq, l'organisation palestinienne de défense des droits de l'homme basée à Ramallah, a témoigné par liaison vidéo du génocide en cours à Gaza, qu'il a décrit comme une deuxième Nakba, encore plus meurtrière. Il a souligné qu'en dépit des ordonnances de la Cour

internationale de justice demandant des mesures provisoires, Israël a persisté sur la voie de la destruction complète de Gaza, décimant sa population et créant des conditions dans lesquelles le peuple palestinien est privé des éléments essentiels à sa survie. Ce génocide ne se limite pas à la bande de Gaza, mais s'étend également à la Cisjordanie, où la violence des colons s'intensifie, a-t-il ajouté.

France-Isabelle Langlois, d'Amnistie internationale Canada francophone, a souligné l'importance du respect du droit international humanitaire. Elle a déclaré : « En tant que puissance occupante, Israël est tenu d'assurer la sécurité des Palestiniens de la bande de Gaza occupée, qui sont protégés par le droit international humanitaire, et doit notamment leur fournir les services et la nourriture nécessaires à leur survie. Non seulement Israël ne le fait pas, mais il continue d'entraver la fourniture de ces services à la population civile de Gaza par les agences humanitaires de l'ONU et les organisations d'aide internationale depuis 2007 ».

Diane Lamoureux, s'exprimant au nom de la Coalition du Québec URGENCE Palestine, a conclu en dénonçant « la complicité et les atermoiements du gouvernement canadien qui non seulement réitère sans cesse son soutien à Israël, mais manque à ses obligations en vertu du droit international et de toute décence humaine ». Elle a déclaré que le gouvernement canadien doit appliquer des sanctions contre Israël pour ses crimes et que les obligations du Canada en vertu de la Convention sur le génocide exigent, à tout le moins, l'arrêt immédiat de toutes les fournitures militaires à Israël.



**Conférence de presse, 10 mai 2024, sur le rapport « Anatomie d'un génocide » et les obligations du Canada en vertu du droit international**

Les professeurs de McGill, membres de la Faculté pour la Palestine (F4P), ont lancé un appel à leurs collègues à travers le pays le 12 mai pour boycotter le Congrès des Sciences humaines 2024 à McGill, en réponse à une demande des étudiants organisateurs du campement de McGill. Les étudiants ont demandé que les personnes et les associations qui envisagent d'assister au Congrès 2024 fassent preuve de solidarité avec eux et leurs revendications en boycottant le Congrès jusqu'à ce que l'université réponde à leurs demandes. Dans leur appel, les professeurs réitèrent les demandes des étudiants pour que McGill divulgue tous ses investissements dans des entreprises complices du génocide israélien du peuple palestinien, mette fin à tous les cours, stages, coopératives et programmes d'échange avec l'Israël de l'apartheid et se désinvestisse de toutes les entreprises complices de l'occupation et du génocide israéliens, y compris les entreprises d'armement et de technologie. Ces demandes font suite à un vote de désinvestissement historique des étudiants de McGill, avec un soutien de 78 %, que l'université a ignoré. Les actions de solidarité avec les étudiants s'opposent également aux menaces de mesures disciplinaires de la part de McGill et aux efforts déployés pour que les tribunaux accordent une injonction contre les étudiants afin de justifier l'action de la police contre le campement.



La Faculté nationale pour la Palestine a répondu à l'appel des professeurs de McGill en annulant la réunion précédemment annoncée pour les membres du réseau F4P qui assistent au Congrès à Montréal et en exhortant tout le monde à boycotter le Congrès et à envoyer un courriel à l'administration de McGill pour exprimer son soutien aux demandes des étudiants. Pour contacter l'administration de McGill : principal et vice-chancelier de McGill, Deep Saini [mcgill.president@mcgill.ca](mailto:mcgill.president@mcgill.ca), provost de McGill, Christopher Manfredi [christopher.manfredi@mcgill.ca](mailto:christopher.manfredi@mcgill.ca), et l'actuel vice-provost, (et à partir du 1er juin) vice-principal (administration et finances), Fabrice Labeau, [fabrice.labeau@mcgill.ca](mailto:fabrice.labeau@mcgill.ca).



Le 15 mai, à l'occasion du 76e anniversaire de la Nakba, plus d'un millier de personnes ont participé à une action au centre-ville de Montréal pour réaffirmer le droit des Palestiniens à retourner dans leur patrie. Parmi les orateurs figurait un représentant de Lawyers4Palestine, qui a déclaré : « Au cours des huit derniers mois, les votes de l'Assemblée générale des Nations Unies ont prouvé au monde entier qu'Israël est isolé. Israël, au mépris total du droit international, intensifie ses attaques contre la population civile de Gaza et se moque du secrétaire général de l'ONU, avec le soutien inconditionnel des Etats-Unis et la complicité manifeste du Canada ».

« Les puissances impérialistes prétendent qu'Israël a le droit de se défendre. Nous savons cependant que le droit de légitime défense ne s'applique pas à une puissance occupante », qui « n'a aucun droit ... contre la nation qu'elle opprime », a dit le représentant de Lawyers4Palestine. Il a élaboré que conformément au droit international et suite à de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, « ce sont les Palestiniens qui ont le droit de lutter pour leur libération de la domination coloniale en utilisant tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée. »

Le représentant de Lawyers4Palestine a rappelé qu'Israël s'est moqué et a foulé au pied les résolutions de l'ONU sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté nationale, au retour dans leur patrie et dans leurs maisons d'où ils ont été expulsés. Malgré ces crimes contre l'humanité, le gouvernement Legault poursuit son projet d'ouvrir un bureau à Tel-Aviv pour promouvoir les relations commerciales entre le Québec et Israël, y compris le trafic d'armes.

« Si vous voulez affirmer l'autonomie du Québec sur la scène internationale, pourquoi ne pas ouvrir plutôt un bureau à La Havane ou à Ramallah », a-t-il demandé. Il a rappelé au premier ministre du Québec qu'en persistant dans ce projet, il expose son gouvernement et lui-même à des accusations de complicité de génocide.

Il a rappelé que le jour de la Nakba, la demande d'injonction de l'Université McGill pour démanteler le campement étudiant composé de « manifestants pacifiques dénonçant le génocide » et « la complicité de McGill avec le génocide », a été rejetée par un juge de la Cour supérieure du Québec. Il s'agissait d'une « victoire », non pas des « avocats », mais « des gens qui sont là au front, qui montrent aux tribunaux qu'ils sont sérieux et qu'ils vont continuer à se battre jusqu'à ce que justice soit faite », a-t-il dit.

« Nous sommes du bon côté de la justice, ... de l'histoire. Alors continuons à nous battre pour la justice, ... pour la libération de la Palestine », a conclu le représentant de Lawyers4Palestine. Après les discours, les gens sont descendus dans la rue, défilant dans le centre-ville animé de Montréal, devant ses restaurants et terrasses. Pendant plus de deux heures, ils ont scandé des slogans tandis que les gens les encourageaient et prenaient des photos.



15 mai

Le 16 mai à midi, une centaine d'étudiants du Collège de Maisonneuve de Montréal, en grande majorité des jeunes femmes, ont organisé un rassemblement en soutien au peuple palestinien. De nombreux automobilistes et camionneurs ont klaxonné à la vue de leur drapeau palestinien. L'une des oratrices a déclaré qu'il fallait sauver nos frères et soeurs de Palestine, que le génocide devait cesser. « Israël assassin, Canada complice », a-t-elle crié. Elle a expliqué qu'elle et ses collègues ont été grandement inspirés par les campements étudiants de McGill, de l'UQAM et de tous les autres, et ont décidé d'organiser cette première action, qui ne sera pas la dernière. Les étudiants ont scandé : « Vive la Palestine ! » et « Du fleuve à la mer, la Palestine vivra, la Palestine vaincra ! » et ont marché dans les rues du quartier en invitant les gens à se joindre à eux.







Manifestation des étudiants du cégep de Maisonneuve, 16 mai

Le 18 mai, lors de la manifestation hebdomadaire à l'échelle de la ville, les participants ont réaffirmé le droit du peuple palestinien à résister aux massacres commis par la campagne américano-israélienne contre le peuple de Rafah et de Palestine.

Une représentante des professeurs de Concordia et de McGill en appui à la Palestine s'est adressée à la foule qui ne faisait que s'accroître. « Nous nous tenons ici, avec des professeurs de Concordia et de McGill », a-t-elle déclaré, « en soutien à ses étudiants », « à la libération de la Palestine et à la fin du génocide à Gaza » .

Elle a dit que leurs étudiants « ont exigé la fin de la complicité avec le colonialisme sioniste qui, à ce jour, a tué 40 000 Palestiniens, mutilé et blessé plus de 100 000 autres, provoqué la famine et la destruction massive de maisons et d'hôpitaux, l'anéantissement de toutes les universités et le déplacement de 1,7 million de Palestiniens.

« Nous disons à McGill et à Concordia qu'il n'est pas trop tard pour apprendre, pour s'asseoir dans une salle de classe en plein air à côté du campement et pour apprendre des étudiants qui sont nos ancres morales : Boycott, Divulgateion et Désinvestissement », a-t-elle dit.

Une représentante du Mouvement de la jeunesse palestinienne est également intervenue : « Le 224e jour du génocide en cours, nous ne nous contentons pas de nous rassembler. Nous nous levons pour proclamer que le génocide, cet assaut contre le peuple palestinien, n'est pas simplement une série d'atrocités, mais une guerre calculée et malveillante contre l'espoir lui-même. C'est une guerre conçue pour éteindre l'âme même d'une nation, pour plonger un peuple entier dans les profondeurs du désespoir. »

« Pourtant, la résistance palestinienne reste intacte et plus résolue que jamais. Ils peuvent continuer à tuer et à détruire, mais chaque goutte de sang qu'ils verseront les noiera dans leur propre faillite morale aux yeux du monde entier », a-t-elle dit.

« Après 76 ans d'occupation, d'innombrables bombardements, 17 ans de blocus total, la perte de maisons et d'êtres chers, la détermination n'a fait que se renforcer.

« Rien que cette semaine, nous avons constaté que grâce au travail acharné des étudiants et des plus de 150 campements dans le monde entier, cela a permis d'exercer une pression considérable sur les administrations universitaires, collégiales et scolaires, les représentants du gouvernement et les entreprises complices. »

La foule a défilé dans le centre-ville animé de Montréal. Alors qu'elle s'est dirigée vers le campement des étudiants de l'Université McGill, les klaxons des voitures ont résonné et les gens



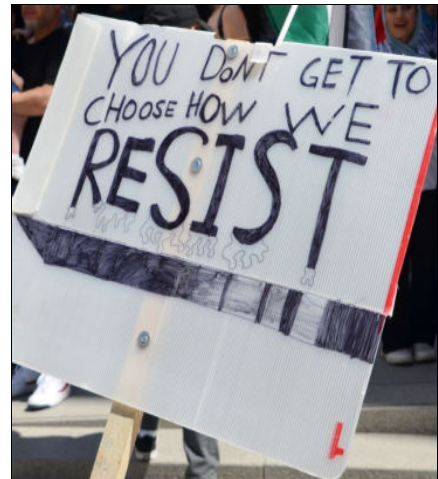
ont pris des photos alors que certains reprenaient les slogans : « Mettons fin siège de Rafah maintenant ! », « Divulguiez, désinvestissez, nous ne nous arrêterons pas, nous ne nous reposerons pas ! ». Les gens ont été invités à visiter le campement et à revenir le 20 mai pour des activités publiques dont un cours sur un siècle de résistance palestinienne, un cours de calligraphie et la projection d'un film.







18 mai



19 mai

## Ontario

### Toronto

Le 10 mai, à l'approche du jour de la Nakba, le Toronto Palestine Film Festival a présenté un programme avec le célèbre juriste, écrivain et conférencier Ardi Imseis. Ardi Imseis, lui-même descendant de Palestiniens déplacés de force par la Nakba en 1948, est un juriste de renommée internationale sur la Palestine et actuellement professeur à la Faculté de droit de l'Université Queen's. En 2023, il a publié « Les Nations unies et la question de la Palestine », un examen critique du fossé entre le droit international et l'action des Nations unies en Palestine. Il est membre de l'équipe juridique qui a représenté la Palestine en février devant la Cour internationale de Justice (CIJ), lors des audiences sur l'impact de l'occupation israélienne de la Palestine sur le peuple palestinien.

Dans sa présentation, Ardi Imseis a souligné que le génocide israélien actuel contre les Palestiniens est un prolongement de la Nakba de 1948, lorsque les fondateurs sionistes de l'État d'Israël ont mené une campagne militaire préméditée planifiée de terreur armée, de nettoyage ethnique et d'expulsion des Palestiniens sous le « Plan Dalet » ou Plan D, en occupant militairement la Palestine et créant l'État d'Israël. Il a souligné que les discours et les déclarations du premier ministre israélien et d'autres personnes à la suite de l'opération militaire Déluge d'al-Aqsa menée par la résistance palestinienne le 7 octobre 2023 montrent clairement qu'ils visent à achever le déplacement et l'expulsion du peuple palestinien de Gaza et des territoires occupés.

Ardi Imseis a également précisé que les décisions de la CIJ en faveur de la Palestine ou le vote de l'Assemblée générale des Nations unies du 10 mai visant à rehausser le statut d'observateur de la Palestine ne permettront pas en soi au peuple palestinien d'exercer son droit au retour ou d'autres droits nationaux, mais l'aideront dans sa lutte pour la justice. Par exemple, des droits accrus à l'ONU permettront à la Palestine de bénéficier de certains droits, comme celui de présenter des propositions et des amendements directement à l'Assemblée générale sans avoir à passer par un autre État.

Ardi Imseis a également déclaré que le droit international est un outil que la résistance palestinienne peut utiliser pour faire valoir sa cause auprès de l'ONU, de la CIJ, des gouvernements nationaux et d'autres organismes de défense des droits, mais qu'Israël continue de bafouer ouvertement le droit international (avec le soutien des États-Unis, du Canada et d'autres pays occidentaux), en refusant par exemple de reconnaître le droit au retour des Palestiniens. Le facteur clé face à l'impunité sioniste est l'organisation politique en cours pour soutenir la résistance palestinienne au Canada et dans le monde entier qui, a-t-il dit, a créé un « point de basculement » pour que l'humanité poursuive ses aspirations à créer un monde plus juste et plus équitable.



Discours du Dr Ardi Imseis, le 10 mai



Lors de la séance de questions et réponses très vivante qui a suivi son exposé, Ardi Imseis a déclaré avec confiance que le peuple palestinien parviendra à son unique État palestinien fondé sur l'égalité et la justice pour tous en temps voulu. Il a souligné qu'il était essentiel à présent que les peuples du monde intensifient leur soutien aux Palestiniens, qui font face avec courage à l'assaut et aux crimes les plus barbares d'Israël, en faisant les plus grands sacrifices pour affirmer leur droit d'être.



18 mai

Quelque 2 000 personnes, dont des dizaines de membres de la communauté autochtone de Toronto, ont organisé un rassemblement et une marche le 18 mai sur le thème « De l'île de la Tortue à la Palestine » pour souligner l'unité politique du peuple palestinien et des peuples autochtones de l'île de la Tortue, qui luttent tous deux contre l'oppression coloniale et le génocide. L'action était organisée par Toronto Indigenous Harm Reduction, le Mouvement de la jeunesse palestinienne, Toronto4Palestine et d'autres organisations.

Le rassemblement a commencé au Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations (SEFPN) sur le rue College où des intervenants autochtones ont dénoncé le génocide en cours contre les peuples autochtones et ont particulièrement souligné l'enlèvement de jeunes et d'enfants autochtones par des organismes publics comme le SEFPN, qui conduit à la destruction des familles et des communautés et contribue à l'appauvrissement et à la marginalisation des peuples autochtones.

Un orateur a souligné que l'État canadien, qui n'a montré aucun intérêt pour la guérison des familles des enfants décédés dans les pensionnats et pour leur permettre de tourner la page, n'a pas non plus été choqué par la découverte de charniers de Palestiniens tués par l'armée israélienne. Les orateurs ont demandé la fin du génocide contre les Palestiniens et des réparations pour les dommages causés, ainsi que la justice pour les peuples autochtones de l'île de la Tortue. Suite au rassemblement, les participants ont marché vers le square Dundas.





18 mai



Solidarité des Haudenosaunee avec la Palestine au campement de l'Université de Toronto, 18 mai

## Oshawa

Le 20 mai, un accord a été conclu entre l'administration de l'université Ontario Tech d'Oshawa et les étudiants qui avaient installé un campement le 6 mai pour soutenir le peuple palestinien. L'administration de l'université a accepté de « divulguer un rapport annuel de tous les investissements et avoirs lors de la séance publique de la réunion d'audit et de finances du Conseil des gouverneurs de l'université, qui sera adopté à partir de l'automne 2024. Le rapport sera disponible sur le site web de l'Ontario Tech ». L'université a également accepté de créer un « groupe de travail sur l'investissement responsable » chargé d'examiner les meilleures pratiques et de



faire des recommandations au comité d'audit et des finances sur la manière dont l'université aborde les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans ses investissements », en accordant une attention particulière aux entreprises impliquées dans la fabrication et la livraison d'armes et/ou qui bénéficient d'une action militaire en Palestine ou ailleurs ».

Le groupe de travail sur l'investissement responsable comprendra principalement des représentants des étudiants et deux anciens étudiants, et formulera des recommandations au président. L'université s'est engagée à désinvestir « des entreprises dont il est établi qu'elles ne respectent pas la politique et le processus établis », à soutenir les étudiants palestiniens déplacés et à protéger les personnes participant au campement contre les représailles liées à l'enseignement ou à l'emploi. Un calendrier a été établi pour la mise en place du groupe de travail et ses travaux.



Les étudiants d'Ontario Tech ont obtenu cet accord en restant fidèles à leurs principes et à leurs revendications malgré les menaces de représailles et même de criminalisation. En restant sur leurs positions, en refusant de céder aux menaces et en insistant pour que l'administration de l'université les rencontre afin de discuter sérieusement de leurs revendications, ils sont parvenus à un accord acceptable pour les étudiants.

## Sudbury



15 mai





18 mai

## Windsor

La Journée de la Nakba a été commémorée à Windsor le 15 mai avec une vigile près de la rivière pour rendre hommage aux martyrs d'aujourd'hui et à tous ceux dont la vie a été sacrifiée au cours des 76 dernières années par le projet sioniste d'occupation illégale des terres palestiniennes et le refus de reconnaître le droit de retour des Palestiniens déplacés. Il s'agit de violations flagrantes et sans fin des conditions mêmes encadrant la création d'Israël en tant qu'État et membre des Nations unies. La vigile a été suivie d'une marche militante dans les rues du centre-ville, qui n'avait pas été prévue mais que les participants ont approuvée massivement à main levée pour indiquer que c'était la meilleure façon de terminer le programme de la soirée.







15 mai

Quatre jours plus tard, la marche du dimanche 19 mai pour commémorer la Nakba a été l'une des plus importantes depuis qu'Israël a lancé son assaut génocidaire en octobre. Le travail de mobilisation des activistes pour rassembler le plus de monde possible en s'adressant directement à la communauté et aux organisations communautaires, avec, entre autres, des tracts et des affiches, et appelant tout le monde à inviter leurs proches, a porté fruit. Des gens de tous âges, des familles avec de petits enfants et surtout un grand nombre de jeunes ont rempli les rues, lancé les slogans et contribué à l'enthousiasme et au militantisme de la marche.

La file de gens qui ont marché dans les quartiers du centre-ville semblait interminable, malgré la pluie et la menace d'un orage qui a fini par épargner les manifestants. Tout le long, ceux-ci ont scandé des slogans au rythme des tambours et exigé un cessez-le-feu immédiat pour mettre fin au génocide commis par les États-Unis et Israël et que le Canada cesse d'appuyer ce génocide. Ils ont aussi scandé des slogans en appui au droit du peuple palestinien de résister, son droit de retour, de se libérer du joug de l'apartheid et de l'occupation. Plusieurs automobilistes ont klaxonné, salué de la main ou fait un signe de victoire, certains brandissant leur propre drapeau palestinien. Les gens dans les restaurants, dans leurs maisons ou appartements le long du parcours sont sortis pour exprimer leur appui de différentes façons, certains en reprenant les slogans.

Lors du rassemblement qui a précédé la marche de dimanche, le Dr Maher El-Masri, un des deux orateurs qui ont parlé des effets des 76 ans de la Nakba sur leurs familles et sur eux-mêmes, a fait remarquer la diversité de la foule présente et l'importance de ce fait. Il a remercié la communauté d'être venue en force cette année pour marquer la Nakba. Il leur a dit que, quelle que soit la gravité de la situation à Gaza, où des familles subissent de lourdes pertes personnelles alors qu'Israël continue de mener une guerre d'anéantissement génocidaire – jusqu'à présent en toute impunité parce qu'un ordre mondial contrôlé par les puissances occidentales le permet -, ils ne devraient jamais sous-estimer l'importance du travail qu'ils accomplissent au nom du peuple palestinien. En tant que personne née et élevée à Gaza, et en contact régulier avec sa famille et ses amis qui y vivent encore, il leur a assuré que leurs paroles et leurs actions sont entendues et vues à Gaza et qu'elles apportent de l'espoir à la population assiégée qui tient courageusement bon, déterminée à ne plus jamais être chassée de ses terres. Lors des deux actions de la semaine, des appels ont été lancés pour que chacun visite et soutienne activement le campement de l'Université de Windsor, que les étudiants se sont engagés à maintenir jusqu'à ce que l'université accepte de divulguer et de se désinvestir de tous les investissements qu'elle détient et qui contribuent au génocide israélien en Palestine et en tirent profit.







19 mai

Thunder Bay



15 mai



## Alberta Edmonton

L'Association culturelle Canada-Palestine a organisé une Journée de solidarité avec la Palestine au carré Churchill le 18 mai, de midi à 19 heures. Parmi les activités, il y a eu une marche, des orateurs, des kiosques, de la nourriture et d'excellentes prestations culturelles. Les événements de la journée ont affirmé la lutte pour la libération et le droit d'être du peuple palestinien.







18 mai

**Colombie-Britannique**

**Vancouver**



15 mai







18 mai

Victoria



15 mai

ÉTATS-UNIS  
New York, New York



Après l'annulation de la cérémonie de remise des diplômes par l'Université de Columbia, les étudiants organisent une cérémonie de remise des diplômes alternative, 16 mai



## Cambridge, Massachusetts



Université de Harvard, campement de Gaza, 15 mai

## Philadelphie, Pennsylvanie



Des étudiants de l'Université de Drexel affrontent la police, 17 mai



18 mai



## Washington, DC



Les étudiants de l'Université de Georgetown quittent la cérémonie de remise des diplômes, le 19 mai.

## Chicago, Illinois



Manifestation contre le lever du drapeau israélien, 14 mai





Campement de l'Université DePaul à Gaza, 17 mai

**EUROPE**  
Londres, Angleterre

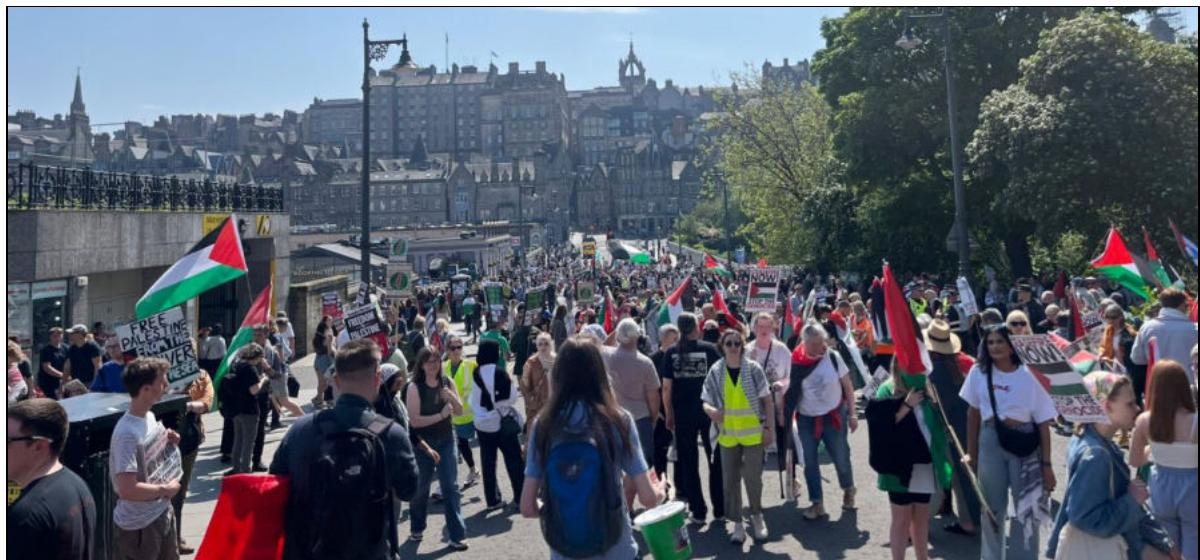






Marche nationale à l'occasion de la Nakba, 18 mai

## Écosse Glasgow



18 mai



## Édimbourg



La Nakba marquée lors d'un campement d'étudiants, Université d'Edimbourg, 15 mai

## Irlande Dublin



L'équipe palestinienne de football affronte l'équipe irlandaise, le 16 mai







18 mai

Derry



18 mai

Norvège  
Oslo, Norvège



18 mai



## Lofoten



Mai

## Belgique

### Bruxelles







Rassemblement de soutien à la Palestine devant le siège de l'Union européenne, 18 mai

Gand



Campement d'étudiants de l'Université de Gand, 16 mai

Berlin, Allemagne







18 mai

### Maastricht, Pays-Bas



Manifestation des étudiants de l'Université de Maastricht, 21 mai

### Grenade, Espagne



Action des étudiants de l'Université de Grenade, 17 mai



**Bucarest, Roumanie**



**Campement d'étudiants de l'Université de Bucarest, 20 mai**

**ASIE  
Sanaa, Yémen**



**17 mai**



## Peshawar, Pakistan



20 mai

## Séoul, Corée



19 mai

## AFRIQUE Tunis, Tunisie







Les supporters expriment leur solidarité avec la Palestine, lors du championnat de la CAF, 18 mai

**Maroc**  
Rabat



18 mai

**Casablanca**



14 mai



# AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

## La Havane, Cuba



17 mai

## Mexique

### Mexico



16 mai

## Guadalajara



15 mai





Campement d'étudiants de l'Université de Guadalajara, 16 mai

## San José, Costa Rica



Université du Costa Rica, campement d'étudiants, 20 mai



Bogota, Colômbia



14 mai

Sao Paulo, Brasil







15 mai

Lima, Pérou



Étudiants de l'Université catholique pontificale du Pérou, 13 mai



Étudiants à l'Université de San Marcos, 15 mai



## Général Artigas, Paraguay



14 mai

## Santiago, Chili



13 mai







Campement d'étudiants de l'Université du Chili, 15 mai

## Buenos Aires, Argentine



14 mai

## Océanie Melbourne, Australie



14 mai





**Le hall de l'Université de Melbourne a été rebaptisé le 15 mai en l'honneur d'un étudiant palestinien tué lors du génocide à Gaza.**



**Campement d'étudiants de l'Université de Melbourne et rassemblement d'urgence alors que l'Université menace de démanteler le campement, 16 mai**

*(Photos: LML, Quds, Shehab, Ottawa4Palestine, Fulcrum, Etudiants Maisonneuve, haudenoshouty, toronto4palestine, S. Malik, Ezzelddine Photography, BDS Vancouver, MC Tseng, Rulesbreakers, Harvard psc, Daily Penn, Nat SJP, Anti-War Ctte Chicago, PSC Updates, S. Howell, Glasgow Stop the War, N. Perugini, sahouraxo, C. Daly, Gurbani Photo, Montecruz Foto, M. Salah, Palestine Info Centre, Observatorio DHP, BDS Mexico, Zona Docs, Red Solidaridad con Palestine, Palestina Hoy, Frente Palestina São Paulo, Estudiantes por Palestina, Palestina en Paraguay, Cordinadora por Palestina, PD Educacion Superior, Solidaridad con el Pueblo Palestino, S. McNeill, MattH093.)*





